

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)
142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les nouveaux aspects du front unique ; Réponse à notre ami Daniel Renoult (*Un militant*). — La dépréciation du franc et la situation financière en France (*Varga*). — Le changement de la Direction du « Bulletin » (*Le Secrétariat du*

Parti). — Contre le fractionnisme (*Pravda*). — Treizième Conférence du Parti communiste russe ; le Rapport du camarade Zinoviev sur la situation internationale (*Zinoviev*).

Les nouveaux aspects du front unique

Réponse à notre ami Daniel Renoult

DANS le numéro précédent du *Bulletin Communiste*, notre ami, Daniel Renoult, a publié un article sous le titre : « Les nouveaux aspects du front unique », où il a constaté, avec satisfaction, que l'Exécutif du Comintern a semblé épouser après les événements en Allemagne au mois d'octobre passé, son point de vue sur le front unique. A croire le camarade Renoult, l'Exécutif à Moscou a changé sa conception du front unique en faisant siennes les observations qu'il présenta à la séance de l'Exécutif élargi du 22 février 1922 au sujet des dangers que l'application du front unique comporte en elle-même.

Sans vouloir engager des débats tout à fait stériles sur la paternité des conceptions infailibles du front unique, nous tenons à préciser certains points susceptibles de créer la confusion dans le P. C. F.

1° Il est inexact de croire que lors de la grande discussion sur le front unique entre l'Exécutif et le P.C.F., l'Exécutif n'a pas prévu les dangers que la fausse application du front unique aurait pu entraîner pour le Parti communiste et les intérêts du prolétariat. A maintes reprises, l'Exécutif a donné une place aux préoccupations de cette nature dans ses déclarations publiées depuis que l'idée du front unique a été lancée par l'Internationale Communiste. Il n'est rien de plus erroné que de représenter la tactique du front unique comme une formule algébrique applicable de la même façon à l'échelle mondiale, sans tenir compte des situations concrètes des différents pays. Nous sommes les dialecticiens de l'école marxiste et en conséquence nous croyons que la tactique du front unique doit être basée sur l'analyse des facteurs subjectifs et objectifs de la situation révolutionnaire. Or, dans cette appréciation de la mentalité du Parti, son

degré de développement, sa capacité à mener les masses opprimées aux batailles révolutionnaires, sont autant de facteurs qu'on ne saurait éliminer quand on fait le calcul politique de toutes les chances de victoire.

La conception de notre ami Renoult sur le front unique en 1922 était erronée parce qu'il l'a envisagé d'une manière abstraite, sans prendre en considération l'état d'esprit du P. C. F. de cette époque. Son opposition au front unique en France favorisait, en effet, les éléments opportunistes dans le Parti, qui, sous le couvert d'une formule d'intransigeance apparente et illusoire contre les chefs réformistes, justifiait leur passivité et leur manque d'esprit révolutionnaire. D'ailleurs, les désertions et les trahisons qui ont eu lieu après le IV^e Congrès mondial dans le P. C. F. sont la preuve la plus éclatante de l'erreur de notre ami Renoult. Les anciens adversaires du front unique prolétarien qui se sont cramponnés après le III^e Congrès mondial au vieux et traditionnel verbalisme révolutionnaire français, réalisent actuellement le front unique avec la bourgeoisie française. Notre ami Renoult, par contre, a été de ceux qui, loyalement dans le Parti depuis le IV^e Congrès mondial, ont servi la cause de l'Internationale Communiste et qui ont défendu vigoureusement la conception du front unique acceptée par tous les Partis frères d'Europe.

Par conséquent, la réalité de la lutte communiste en France a tranché d'une façon décisive notre vieux différend avec le camarade Renoult sur le front unique et il serait inutile d'y insister davantage ;

2° Mais, depuis, deux événements d'une grande importance se sont produits. Le premier de ces événements c'est l'attitude des dirigeants du Parti communiste allemand lors des journées révolutionnaires d'octobre passé. Brandler et ses amis ont commis des erreurs

dans l'application du front unique en Allemagne. L'Internationale les a jugés sévèrement. Dans une motion prise par l'Exécutif sur cette question elle s'est prononcée pour la rupture de toutes transactions avec les chefs de la gauche social-démocrate et en faveur de la pratique du front unique à la base, par suite de la situation spéciale, créée après le recul de la révolution en Allemagne. Cela veut-il dire qu'il faut généraliser les thèses sur le front unique en Allemagne à d'autres pays et notamment au Parti communiste français ? Il paraît que Renoult est de cet avis. En s'appuyant sur les thèses de l'Exécutif dans la question allemande il preconise la révision de la tactique du front unique à la lumière des expériences acquises en Allemagne et dans les autres pays. Sans contester la grande valeur de la leçon allemande nous croyons, néanmoins, qu'il serait dangereux d'instaurer en France purement et simplement la formule de « l'union par en bas » et de repousser toute tentative de propositions du front unique aux chefs réformistes. Il est incontestable que chez les dirigeants de la rue Lafayette et du Parti S.F.I.O., le refus systématique d'entreprendre une action commune avec les communistes obligera, dans l'avenir, notre Parti à recourir de plus en plus à l'union par « en bas ». Et c'est en cela que consiste le trait caractéristique de la nouvelle phase du front unique en France, basée sur l'expérience allemande. Mais tirer des thèses de l'Exécutif une conclusion en faveur de la révision générale de la tactique du front unique et du retour aux anciennes conceptions de Daniel Renoult, c'est vraiment dépasser la pensée de l'Internationale et contribuer au confusionnisme dans les rangs du P. C. F. Notre plus grande erreur en France c'est que nous n'avons pas jusqu'à présent, appliqué le front unique dans un mouvement de grande envergure, ni par « en bas », ni par « en haut ». Nous nous sommes contentés en France, et sur ce point notre camarade Renoult a parfaitement raison, de la tactique de la lettre ouverte, sans faire une large campagne autour de chaque refus des chefs réformistes à nos propositions. Le malaise dont nous souffrons, par conséquent, en France, est d'une autre nature qu'en Allemagne et il ne faut pas se cacher derrière l'expérience allemande pour justifier notre inaction. Toute profitable qu'elle soit pour toute l'Internationale Communiste, la grande leçon allemande ne pourra être exploitée par personne pour restaurer dans le Parti les préjugés condamnés par l'Internationale ;

3° L'autre événement qui a amené Daniel Renoult à envisager la possibilité de la révision générale de la tactique du front unique c'est l'avènement au pouvoir des travaillistes suivi bientôt de leur faillite. A cette occasion aussi, Renoult rappelle les réserves qu'il a formulées lorsque le problème du gouvernement ouvrier a été posé par l'Internationale

Communiste. Mais, on peut se demander si vraiment il était seul à prévoir la faillite lamentable d'un gouvernement soi-disant ouvrier, issu du jeu parlementaire, pareil au fameux gouvernement de Kerensky. L'Exécutif a envisagé toujours le gouvernement ouvrier comme un gouvernement de l'époque transitoire révolutionnaire où les éléments de la dictature prolétarienne ne sont pas encore mûrs dans la conscience de la classe ouvrière, où le prolétariat, avant d'instaurer le régime de sa dictature, aurait besoin de perdre ses illusions et sa confiance dans les chefs réformistes. Nous avons envisagé que le gouvernement ouvrier, au lendemain de sa constitution, deviendrait, du dehors, l'objet de la pression de la classe ouvrière, ce qui ne manquerait pas de provoquer la désagrégation des éléments réformistes et le renforcement des communistes. Nous avons toujours mis le problème du gouvernement ouvrier dans les cadres d'une perspective révolutionnaire. Lorsque la classe ouvrière, comme c'est le cas de l'Angleterre, est incapable de passer par-dessus la tête de son gouvernement travailliste pour confier le pouvoir aux éléments révolutionnaires et qu'elle le laisse tomber à la suite du nouveau jeu parlementaire au milieu de l'indifférence générale, la Révolution y gagne néanmoins par la clarté projetée sur la situation. La perte des illusions dans la classe ouvrière amènera de nouveaux milliers d'ouvriers dans le Parti communiste anglais. Elle obligera nos amis anglais à redoubler leurs efforts pour démontrer aux masses la nécessité de la dictature prolétarienne, seule capable de résoudre d'une manière révolutionnaire les difficultés au milieu desquelles se débat à présent le gouvernement travailliste. Ce sera tout avantage pour notre cause.

Mais la situation pourrait être tout autre. L'avènement au pouvoir du Labour Party était accompagné d'une recrudescence du mouvement révolutionnaire dans le pays. Mis en face des masses en révolte, le gouvernement travailliste, avant de s'épuiser dans les réformes et avant de disparaître pour laisser la place au Parti communiste, créerait, par ses hésitations mêmes, une situation favorable au développement révolutionnaire. Et c'est à nous de profiter de cette situation. La tâche principale qui incombe actuellement à tous les Partis communistes, c'est de faire une critique impitoyable des méthodes réformistes du gouvernement travailliste anglais. L'Histoire nous a mis en présence de deux régimes : de la dictature prolétarienne de Moscou à la suite du triomphe de la Révolution d'octobre et du gouvernement travailliste, issu du système parlementaire anglais. Nous avons tous le devoir d'expliquer à la classe ouvrière mondiale les leçons à tirer de ces deux expériences pour le triomphe de notre cause révolutionnaire sans nous lamenter trop sur nos prétendues défaites.

Un militant.

La Dépréciation du Franc et la Situation Financière en France

Nos lecteurs trouveront le plus grand profit à cette étude de Varga tirée d'un rapport substantiel qu'il publie sur la situation économique mondiale dans le dernier trimestre de l'année 1923.

L'événement le plus important dans l'économie européenne au cours de la période que vise ce rapport est la dévalorisation du franc qui a repris avec virulence et s'est continuée également dans le mois de janvier 1924. Une fois qu'au début de janvier 1923 le cours de la livre sterling eut monté de 70 à 79, il se produisit une stabilisation, de sorte que le cours du franc jusqu'à la fin d'août, à quelques fluctuations près, resta sans changement. Puis, dans les trois derniers mois de 1923, la situation s'aggrava et la livre atteignit presque 90 francs. Dans la première moitié de 1924, le cours monta à Paris jusqu'à 10 francs pour se stabiliser ensuite à un niveau un peu plus bas. La dévalorisation du franc apparaît encore plus forte, comparée au cours du dollar. Alors que le 2 janvier 1923 à New-York, on notait 7,42 pour 1 franc, il tomba le 2 janvier 1924 à 4,97 et atteignit au milieu de janvier son cours le plus bas avec 4,20. Cela constitue dans l'intervalle d'un an une diminution du cours de 40 %. Si nous recherchons la raison de cette chute considérable du franc, nous pouvons la traduire d'un mot : elle montre toute la vanité de la politique des « gages productifs ». L'évolution, comme la cause de la dévalorisation du franc, sont plus compliquées que celles de la dévalorisation du mark.

La dévalorisation ne doit pas être attribuée seulement à l'inflation de la quantité de billets de banque qui se trouvent en circulation. Celle-ci n'a augmenté que dans une toute petite proportion. Elle se composait :

(En milliards de francs)

Au 18 janvier 1923, de 37,08.

Au 17 janvier 1924, de 38,68.

L'augmentation ne s'élève donc qu'à 5 %. Comme la vie économique de janvier 1924 était meilleure qu'en janvier 1923 et que par suite, on avait besoin pour le trafic de plus de moyens de circulation, on ne peut donc expliquer la dévalorisation du franc que par une circulation accrue des billets de banque.

La situation du bilan du commerce extérieur ne nous aide pas mieux à saisir la dévalorisation du franc. Ce bilan du commerce extérieur français est bien passif, mais le passif n'est pas très grand : l'importation s'est élevée à 32,61 et l'exportation à 30,43 milliards de francs. Le passif total dépasse un peu deux milliards, ce qui n'est pas d'une importance particulière.

Comme cause possible de la chute du franc, il ne reste donc que la mauvaise situation des finances de l'Etat français. A ce propos, il nous faut encore

répéter qu'il est à peu près impossible de se faire un tableau conforme à la réalité de la véritable situation des finances de l'Etat français. Depuis le commencement de la guerre, il n'existe aucun compte établi de la quantité réelle des recettes et surtout des dépenses. Tous les chiffres qui sont publiés sont des chiffres budgétaires ou des recettes provisoires de l'Etat. Personne ne sait exactement quelle est la dette flottante de l'Etat français (1). Les dettes publiques de la France sont groupées par le professeur de l'Université de Paris, Charles Gide, dans la Correspondance économique franco-allemande du 12 janvier 1924 de la façon suivante :

(En milliards de francs)

1 ^o Dettes d'avant-guerre	25
2 ^o Les six emprunts de guerre.....	133
3 ^o La dette flottante (2).....	70
4 ^o Emprunts à la Banque de France.....	23
5 ^o Les emprunts extérieurs au cours de 19 francs pour le dollar.....	120

Cela fait en tout 371 milliards de francs. Gide ajoute encore à cela : 1^o 30 milliards qui ont été garantis par l'Etat au Crédit National pour la reconstruction des régions libérées ; 2^o 4 milliards pour les emprunts des pays alliés auprès de la Banque de France et qui sont également garantis par l'Etat ; 3^o l'augmentation de la dette extérieure à cause du non-paiement des intérêts, soit 5 à 6 milliards de francs par an. Gide calcule de cette façon que le total de la dette s'élève à plus de 400 milliards de francs et que d'ici l'année 1930, où sera terminée l'œuvre de reconstruction, elle aura atteint 500 milliards de francs.

En face de ces dettes publiques, il y a les exigences de la France vis-à-vis de l'Allemagne et de ses alliés. Nous avons déjà dit que la France réclame un minimum de paiement de 26 milliards de marks-or et la suppression de ses dettes aux alliés. Il est actuellement très douteux qu'elle obtienne gain de cause sur ces deux points, car les Etats-Unis n'ont aucune envie de renoncer à leurs prétentions et, en outre, il y a peu de chances qu'actuellement l'Allemagne verse ses 26 milliards de marks-or. Mais, même dans le cas où la France verrait le minimum de ses exigences satisfait, sa situation financière resterait toujours très difficile. 26 milliards de marks-or représentent, au cours ac-

(1) Dans un de nos précédents rapports, nous avons mentionné que le ministre des Finances français a communiqué un jour au Parlement que les dettes de la France s'élevaient à 6 milliards de moins qu'il ne l'avait jusqu'ici fixé. Cette communication étrange ne fit en France aucune impression. C'est à peine si deux ou trois journaux le signalèrent.

(2) Gide fait remarquer à ce sujet : Ce chiffre n'est que tout à fait approximatif : aucun document officiel ne permet de l'établir exactement.

trei, environ 120 milliards de francs-papier. La suppression très douteuse des dettes interalliées présenterait une diminution de la dette française de ces 120 milliards. Mais la dette publique de la France atteindrait encore, en 1930, 260 milliards de francs, c'est-à-dire plus de dix fois le montant de la dette d'avant-guerre.

Mais cette situation était connue du monde entier et ne peut donc point être la raison de la dépréciation brusquement survenue du franc. De même la situation des dépenses et des recettes de l'Etat, dans la mesure où les chiffres ont été publiés, n'a point, dans ces derniers temps, subi de modifications particulières. Les recettes de l'Etat se sont élevées, en 1923, à :

(En milliards de francs)

Impôts indirects et monopoles.....	27,15
Impôts directs	4,14
Revenus de l'Etat.....	0,23
	21,52
Recettes extraordinaires	1,53
	23,05

Les recettes ordinaires ont, par rapport à 1922, augmenté de 3,2 % et le budget ordinaire de la France est complètement équilibré par les recettes.

Il est vrai qu'il y a ensuite le trou béant : le budget des dépenses à recouvrer sur l'Allemagne. Celles-ci, dans ses dernières années, se sont élevées à plus de 20 milliards de francs par an. Et c'est le caractère invraisemblable du remboursement éventuel de ces sommes par l'Allemagne, tel qu'il s'est manifesté au cours de l'occupation de la Ruhr, qui semble être la raison principale de la chute continue du franc.

Le mouvement paraît être parti de l'étranger. A l'étranger, suivant les appréciations françaises, se trouvent des billets de banque et des obligations françaises pour une valeur atteignant de 15 à 20 milliards de francs. De plus, des capitalistes privés français doivent de grandes sommes à des étrangers qui les ont laissés en France dans l'espoir que le cours du franc s'améliorerait. Le fait devenant de plus en plus clair que la France ne pourra jamais obtenir de l'Allemagne les sommes nécessaires pour équilibrer son budget des dépenses recouvrables paraît avoir ébranlé la confiance dans le franc.

Les journaux français, et qui mieux est, le ministre des Finances français, accusent l'étranger hostile et surtout l'Allemagne d'avoir provoqué par des manœuvres la chute du franc. Le ministre des Finances a parlé au Parlement d'une conférence qui serait tenue en France réunissant les banquiers des régions occupées et où il aurait été décidé une attaque concertée pour la chute du franc. Le fond de cette allégation paraît être le suivant : jusqu'à la stabilisation du mark allemand, on a de plus en plus employé dans les régions occupées le franc français comme le moyen général de paiement. Après la stabilisation du mark et la dévalorisation simultanée du franc, celui-ci a été écarté dans ces régions en tant que moyen général de paiement.

Personne ne voulait plus accepter en paiement des francs français et, de cette façon, ces sommes en francs, devenues libres dans les régions occupées, ont inondé la France ou, le cas échéant, ont voulu se réaliser en livres sterling et dollars. Il y a eu des jours où dans les régions occupées on pouvait vraiment acheter des francs français contre

de l'argent allemand à un prix de moitié inférieur au prix de Berlin. Une fois que la dévalorisation du franc eut commencé, il se produisit ce que nous connaissons bien par l'histoire du change de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Pologne : les possesseurs étrangers d'argent français, pris de peur, le transformèrent en livres sterling ou en dollars, les capitalistes français cherchèrent à se couvrir pour un certain temps avec des moyens de paiement étrangers : il s'ensuivit une très forte demande de devises étrangères dont l'augmentation ne correspondait pas à la marche normale de l'économie. Naturellement, on ne peut point établir — ainsi qu'on le prétend du côté français — que d'Angleterre, et pour des motifs politiques, on fit une pression sur le cours du franc. La presse française prétend que des capitalistes anglais auraient transformé en grande quantité leurs francs en dollars.

Il est tout naturel que parallèlement à la chute du franc soit survenue une chute parallèle des valeurs françaises à intérêts fixes. Cela signifie que les épargnants français qui, jusqu'en 1923, avaient mis à la disposition de l'Etat leurs économies en achetant des valeurs d'Etat, permettant ainsi la reconstruction des régions dévastées et la couverture du déficit de l'Etat, devinrent, eux aussi, méfiants. Dans ces derniers temps, on ne put placer sur le marché les emprunts d'Etat à court terme qu'à un intérêt très élevé et au prix de difficultés de plus en plus grandes. Il est évident qu'il se produisit aussi un mouvement de vente des valeurs de l'Etat français. D'après un calcul de l'*Ere Nouvelle*, les épargnants français ont subi, depuis novembre 1919, en ce qui concerne les valeurs d'Etat, une perte de 10 milliards.

Si nous examinons le fait de l'échec des opérations françaises d'emprunt sur le marché intérieur, non du point de vue financier, mais du point de vue économique, cela signifie que la force d'épargne du peuple français est à bout : cela signifie que la France n'est plus en état de tirer de la production annuelle de son économie les sommes qui sont nécessaires à la reconstruction des régions dévastées.

La tentative pour la défense du franc

Il faut reconnaître que le gouvernement et le Parlement français ont reconnu le danger et qu'ils essaient, au moyen de mesures énergiques, de parer à une nouvelle chute du franc. La nouvelle loi de finances actuellement débattue au Parlement français et dont l'acceptation paraît assurée représente une rupture radicale avec la pratique suivie jusqu'ici avec le budget français. Le « Budget recouvrable » doit être supprimé et toutes les dépenses, même celles qui sont recouvrables sur l'Allemagne, devront être couvertes par les recettes courantes de l'impôt. Il s'agit, pour l'année 1924, d'environ 6 milliards de francs. Ces dépenses doivent être couvertes par les nouvelles recettes suivantes :

(En milliards de francs)

Augmentation de 20 % sur presque tous les impôts	3,630
Élévation des diverses taxes.....	0,354
Mesures contre la fraude fiscale.....	1,000
Mesures fiscales précédentes.....	0,150
Economies sur les dépenses.....	1,000
	6,234
Total.....	6,234

De cette façon, on obtiendrait un excédent sur le budget total de 174 millions de francs. L'annonce et l'acceptation, à quelques mois des élections, d'une pareille nouvelle imposition fiscale est sans conteste une grande réalisation du Bloc national. Il s'agit seulement de savoir si elle atteindra le but visé.

On a le droit d'en douter. C'est avant tout la situation incertaine de la politique extérieure française, les rapports de plus en plus mauvais avec l'Angleterre, l'échec de la politique des « gages productifs », les grandes dépenses militaires et en particulier les crédits d'armements accordés à la Petite Entente en dépit de la mauvaise situation financière de ces Etats, c'est tout cela qui a influencé défavorablement la confiance dans la politique française et par suite la stabilité du franc. A ajouter, des points de vue technique et financier, que la quantité de billets de banque en circulation est relativement très élevée. Même au cours actuel du dollar à 22 francs, 38,5 milliards de francs représentent une circulation d'environ 1,7 milliard de dollars, c'est-à-dire 8,5 milliards de francs-or, somme qui dépasse la circulation monétaire d'avant-guerre. Si alors, commence le processus de la dévalorisation monétaire, si les possesseurs d'argent se mettent à se débarrasser de leur argent en achetant des monnaies étrangères ou des marchandises, il va se produire le phénomène connu d'une rapidité accrue de la circulation de l'argent, ce qui amènera, sans qu'au début de nouveaux billets de banque entrent en circulation, le phénomène de l'inflation, c'est-à-dire qu'il y aura en circulation une trop grande quantité de billets de banque et cela provoquera une demande accrue, et non fondée économiquement, de marchandises, d'actions industrielles et de monnaies étrangères. Il s'ensuivra l'augmentation du prix des marchandises et des cours des changes, etc... Ce processus une fois commencé, les recettes fiscales de l'Etat diminueront proportionnellement à la dévalorisation de l'argent. Et comme l'Etat français a mis à contribution dans une mesure excessive la confiance des épargnants, il ne sera plus en état, par la suite, au cours du développement de la dévalorisation du franc, de couvrir le déficit budgétaire provoqué par cette dévalorisation au moyen d'emprunts intérieurs ou extérieurs. Il sera obligé de recourir à l'impression de billets et, au lieu d'une inflation monétaire amenée par l'accroissement de la rapidité de la circulation de l'argent, surviendra une véritable inflation.

Voilà quel sera vraisemblablement le cours des événements si l'on ne parvient pas à un assainissement de l'Allemagne et de la France en annulant les dettes interalliées et en leur accordant en même temps des emprunts internationaux. Le destin de la France, comme on le voit, est complètement enchaîné à celui de l'Allemagne. La dévalorisation du franc montre que la contradiction entre la faible base économique de la France et sa superstructure politique par trop grande ne peut pas être plus longtemps masquée. Ou bien la France sera obligée de renoncer à ses efforts pour conquérir l'hégémonie sur le continent européen et de se soumettre à l'hégémonie anglo-saxonne, ou bien elle aura le sort de l'Allemagne et de la Pologne à moins qu'elle ne préfère au dernier moment se décharger de ses difficultés économiques et financières par une nouvelle guerre.

Eugène VARGA.

Le changement de la Direction du « Bulletin »

Sur la proposition du Bureau Politique, le Comité Directeur, dans sa séance du 13 mars, a décidé de réaffecter à son poste le délégué au Présidium de l'Exécutif, le camarade Boris Sourarine.

La direction du « Bulletin Communiste » sera donc assurée par le Bureau Politique avec le concours du camarade Calzan comme rédacteur en chef.

Une divergence de vues s'était d'ailleurs produite entre le B. P. et le camarade Sourarine au sujet de la forme personnelle des polémiques employées par ce camarade contre le camarade Treint. Contrairement à la décision du B. P., le camarade Sourarine avait inséré, à la page 302 du précédent numéro du « Bulletin », un fillet dont les termes, à l'égard du camarade Treint et de la position politique de celui-ci, ont été jugés inadmissibles par la Direction du Parti.

En fin de compte et passant outre une deuxième fois aux décisions du B. P., le camarade Sourarine a fait insérer, immédiatement avant le tirage, le fillet qu'on a pu lire à la page sus-indiquée.

Le Secrétariat du Parti répond simplement qu'il n'a fait, en ces diverses circonstances, qu'exécuter les décisions de la Direction du Parti. Le Comité Directeur l'a pleinement approuvé.

Une chose est la critique communiste ; autre chose est la polémique personnelle et inamicale.

La Direction du Parti est sûre de répondre au vœu unanime de notre Parti en veillant à ce que l'expression publique de la pensée des militants les plus responsables du Parti conserve à tout moment un minimum de mesure et de sérénité.

LE SECRETARIAT DU PARTI.

N. B. --- Envoyer dorénavant tout ce qui regarde la rédaction au camarade Calzan, « Bulletin Communiste », 142, rue Montmartre, Paris.

LE « COURS NOUVEAU » DU PARTI BOLCHEVIK CONTRE LE FRACTIONNISME

(Suite et fin)

Les « vieux » et le « cours nouveau »

La « trêve » dont nous bénéficions actuellement et qui est une condition objective et une garantie de ce que le « cours nouveau » peut être pleinement réalisé par le Parti, est bien une trêve à deux points de vue. D'abord nous jouissons des « avantages de la paix ». D'autre part, nous sommes à même de consacrer une plus grande attention à vivifier la vie intérieure du Parti, car nous avons déjà constituée, en règle générale, les cadres qui nous sont nécessaires de spécialistes économistes et d'administrateurs. Le Parti a maintenant, contrairement au passé, des loisirs. Il en doit profiter pour intensifier sa vie, en renforçant au plus haut point l'activité des adhérents sur toute l'échelle du Parti, à quelque génération qu'ils appartiennent, qu'ils soient « vieux » ou « jeunes » et dans ce dernier cas à plus forte raison encore. Nous devons sans aucun doute — et nulle divergence de vues n'est possible à cet égard — nous efforcer pendant le cours nouveau d'élever le plus possible l'activité politique et intellectuelle de tous nos membres : nous ne pouvons le faire qu'en usant, dans le Parti, des méthodes de la démocratie. C'est clair, et nous l'affirmons, ce n'est pas du tout cette question qui a provoqué la discussion. Il s'agit de savoir par quel moyen le Parti doit être rénové. Est-ce en rapprochant idéologiquement les jeunes adhérents du Parti et en les y assimilant, à l'aide des vieux cadres ? Est-ce en créant un Parti neuf où des jeunes militants qui ne sont pas encore assez fermes au point de vue bolcheviste, guidés par des militants qui s'écartent du léninisme, essayeront de transformer à leur instar, c'est-à-dire autrement que sur le modèle que nous offre Lénine, les cadres fondamentaux du bolchevisme ?

Toute la question se ramène à cette alternative.

Le camarade Trotsky, qui présente toute l'histoire du Parti comme une préparation au cours nouveau, renverse les rôles en ce qui concerne les rapports réciproques des générations du Parti. Pour lui, ce n'est pas la vieille garde qui doit guider les jeunes, mais au contraire, ce sont les jeunes qui doivent prendre sur eux de conduire les vieux bolcheviks. Et comme le camarade Trotsky est d'avis que de tous les « vieux » c'est lui seul qui sait ce qui est juste, il résulte que la vieille garde doit être réduite par les soins du camarade Trotsky, exempt, bien entendu, de tout « esprit de fraction » et de « coterie » — avec le concours de jeunes camarades énergiques.

C'est évidemment un point de vue *démagogique* passablement éloigné du léninisme.

Trotsky, en datant l'histoire du Parti du début du « cours nouveau », répète une de ses anciennes erreurs.

Relisons ce qu'il écrivait en 1914, dans le journal *Borba (La lutte)*, édité par ses soins, à Vienne : « La social-démocratie d'avant la révolution n'était chez nous un parti ouvrier qu'en raison de ses idées et de ses buts. En réalité, elle constituait une organisation d'intellectuels marxistes, guidant la classe ouvrière réveillée. »

Lénine s'en prit alors au camarade Trotsky avec toute la vigueur de sa puissante logique.

Trotsky se refait à présent la même opinion et déclare que le Parti, avec son demi-million d'adhérents, ne fait que se former, l'appareil du Parti assumant seul auparavant le commandement et mettant au pas les militants tenus à une obéissance passive.

Le bolchevisme s'est toujours distingué du démocratisme de forme des mencheviks par ce qu'il voyait —

et il les voit encore — les situations réelles à l'intérieur du Parti. Il ne dissimule pas devant le Parti et la classe ouvrière que le Parti est conduit par des chefs qui dirigent en premier lieu les membres les plus avancés du Parti, que ces derniers, à leur tour, sont les guides reconnus des éléments du Parti qui leur sont proches par le degré de conscience de classe auquel ils ont atteint et leurs expériences, etc. Le Parti forme comme une chaîne dans laquelle chaque membre est lié à d'autres. Son principe d'organisation consiste en ce que les éléments conscients conduisent les moins conscients et que ces derniers deviennent *de plus en plus conscients et actifs*. C'est ce mécanisme intérieur qui est le *vrai démocratisme*. Le démocratisme non bolchevik évite d'en parler parce qu'il ne tient pas ce système pour démocratique. Il préfère donner le change aux ouvriers en dissimulant devant eux la vérité, en obscurcissant tout par des phrases sonores sur l'« auto-détermination du Parti » et en poussant des hauts cris contre les chefs. Est-ce que ce démocratisme nous apprend quelque chose de mieux ? Non, il s'adapte au pire.

C'est pourquoi, à présent que ces chances de développement de la masse du Parti sont extrêmement favorables, nous n'éprouvons pas, à déclarer ouvertement ceci, la moindre crainte :

La vieille garde du bolchevisme est le fonds le plus précieux de notre Parti. Aussi est-ce à elle de guider la jeunesse. Certes elle ne vaudrait pas un liard si elle s'enfermait en elle-même, si elle ne comprenait pas le devoir de faire participer les jeunes aux travaux actifs du Parti, si elle se refusait à accepter la collaboration de la jeunesse. Autant vaudraient d'ailleurs les « vieux » qui s'appliqueraient à flatter la jeunesse, sans lui montrer ses faiblesses.

C'est, à notre avis, la juste solution du problème de l'ancien et du nouveau cours.

Et comment le camarade Trotsky présente-t-il les choses ? Tout bonnement à rebours.

N'entreprend-il pas une campagne contre les « vieux » ? Comment s'y prend-il pour réussir ce *sauvagement mortel* (saut périlleux) qui paraît être son but ?

Il emploie plusieurs trucs :

Premier truc. — Le C. C. et les vieux cadres ont amené le pays aux abîmes.

Point n'est besoin de relever tout ce qu'il y a d'erroné dans cet argument.

Un enfant y reconnaîtrait à première vue le « canard ».

Deuxième truc. — Les vieux cadres sont menacés du sort des social-traitres.

Nous nous sommes déjà quelque peu occupés de ce truc. Quelques remarques supplémentaires s'imposent néanmoins. Les « élèves de Marx » n'ont pas dégénéré parce que — comme le camarade Trotsky voudrait le faire croire — l'appareil du Parti social-démocrate s'est accru. Leur dégénérescence commence lorsque les Européens inaugurent une politique impérialiste, jetant aux ouvriers des aumônes aux dépens des colonies dévastées, corrompant ainsi la classe ouvrière et surtout son aristocratie, les intéressant à la politique de rapts coloniaux de l'Etat bourgeois. Dans ces faits économiques fondamentaux il n'y aurait pas de développement de la trahison du socialisme. La cause de la dégénérescence de l'appareil ne réside pas dans le fait qu'il s'est démesurément étendu. La dégénérescence est, ici, la conséquence du processus économique dont nous venons de parler.

Le camarade Trotsky affirme :

« ...Dans son développement graduel, la bureaucratiation menace de détacher les dirigeants de la masse, de les amener à concentrer leur attention uniquement sur les questions d'administration, de nominations, de rétrécir leur horizon, d'affaiblir leur sens révolutionnaire, c'est-à-dire de provoquer une dégénérescence plus ou moins opportuniste de la vieille garde, ou tout au moins d'une partie considérable de cette dernière. Ces processus se développent lentement et presque insensiblement, mais se révèlent brusquement. Pour voir dans cet avertissement, basé sur la prévision marxiste objective, un « outrage », un « attentat », etc., il faut vraiment la susceptibilité ombrageuse et la morgue des bureaucrates. »

Tout n'est pas juste, là aussi.

Que les processus de dégénérescence opportuniste se développent lentement, ce n'est pas à nier. Mais qu'ils se développent presque à notre insu, c'est dit un peu trop hâtivement. Ne pourrait-on pas observer la déformation du marxisme par Bernstein et les « jeunes » (!) réformistes. Le révisionnisme s'est-il développé invisiblement et sans avoir été remarqué ? N'est-ce pas la dégénérescence de Kautsky qui fit surgir les « radicaux de gauche » d'abord, dont devaient naître les communistes d'à présent ? La dégénérescence de l'appareil du Parti social-démocrate allemand allait de pair avec celle de son idéologie et de sa politique, celle-ci évoluant dans le sens de l'opportunisme.

Si le camarade Trotsky prenait au sérieux ses propres accusations, il montrerait dans la politique de notre Parti, ce qu'il voit de déviation opportuniste ? Où ? Quelle énormité que de supposer que c'est d'abord l'ensemble de l'« appareil » qui dégénère sans que ce processus de dégénérescence atteigne la pureté révolutionnaire virginale de la politique du Parti et que ce ne soit que plus tard, après la complète dégénérescence de l'appareil, que commence la *trahison politique* ! Les deux processus doivent fatalement se développer simultanément. Mais où peut-on trouver chez nous des déviations opportunistes ? Peut-être dans les décisions prises en prévision d'une révolution allemande ? Où ? Quand le Parti et ses organes dirigeants se sont-ils écartés de leur ligne de conduite marxiste révolutionnaire ? C'est en vain que nous demandons au camarade Trotsky des réponses à cette question. Car on n'aperçoit chez nous rien de pareil. Mais alors, il est clair que l'argumentation du camarade Trotsky ne contient que des sophismes.

Théoriquement, le danger d'une dégénérescence future chez nous n'est pas niable. Il peut naître de la victoire éventuelle et qui se préparerait constamment et lentement, de l'économie capitaliste sur l'économie socialiste isolée et d'une « fusion » lente et également éventuelle de nos cadres économiques et administratifs avec la nouvelle bourgeoisie. Mais tout le monde chez nous voit bien ce danger. L'ensemble du Parti et notre vieille garde formée dans la lutte contre l'opportunisme le combattent obstinément. Nous ne connaissons pas un seul camarade en vue auquel on puisse reprocher une déviation de cette lutte au plus haut point indispensable. Les décisions prises au sujet des événements d'Allemagne peuvent convaincre tout le monde que la direction du Parti est prête à risquer toutes les conquêtes de la révolution russe dans l'intérêt de la révolution prolétarienne internationale, ceci bien entendu dans les limites déterminées par l'utilité. On voit par là dans quelle mesure s'est « emporté » le camarade Trotsky, qui persiste invinciblement dans ses efforts agressifs contre la vieille garde bolchévique.

Pour conclure, disons quelques mots du truc numéro 3.

Trotsky s'attache à démontrer qu'il n'y a personne parmi les « vieux », mais personne, qui soit convaincu de la nécessité inéluctable du « cours nouveau ». Il écrit ceci :

« Comme il arrive fréquemment dans l'histoire, c'est pendant ces derniers mois précisément que l'appareil manifesta ses traits les plus négatifs et les plus intolérables : isolement de la masse, suffisance bureaucratique, dédain complet de l'état d'esprit, des pensées et des besoins du Parti. Imprégné de bureaucratisme, il repoussa dès le début, avec une violence hostile, les tentatives de mettre à l'ordre du jour la question de

la révision critique du régime intérieur du Parti. Cela n'est pas dire, certes, qu'il se compose uniquement d'éléments bureaucratiques, ni à plus forte raison de bureaucrates avérés et incorrigibles. La période critique actuelle, dont ils s'assimileront le sens, apprendra beaucoup à la majorité de ses membres et les fera renoncer à la plupart de leurs erreurs. »

Ainsi ces hommes ne pourraient rien apprendre qu'après les sévères examens des périodes critiques... Ceci pour l'avenir. Et maintenant au début ? Il semble d'après ce que nous venons d'entendre que les « vieux » ne savent présentement rien. Qui les instruit ? La « jeunesse » qui se chargera de leur éducation. Elle sera guidée par un « Vieux », qui lui, n'est pas — pour dire vrai — pas entièrement formé à l'école de Lénine, bref : par le camarade Trotsky.

C'est parfait, quoique les arguments de Trotsky se trouvent, dans ce cas encore, quelque peu opposés à la vérité. Car malgré tout cela le camarade Trotsky ne saurait mettre en doute les *faits* dont nous avons parlé plus haut. Le C. C. du Parti a déterminé une ligne de conduite relativement au cours nouveau. Il s'y tiendra fermement. Les vieux cadres du Parti lui préfèrent leur concours et quiconque tentera d'entraver les efforts du C. C. sera considéré comme contrevenant à la discipline et tenu pour responsable devant l'ensemble du Parti.

La jeunesse et le « cours nouveau »

Dans sa première lettre sur le « cours nouveau », le camarade Trotsky n'envisagea que la possibilité de la dégénérescence de la « vieille garde ». Dans l'exposé « explicatif » il donne quelques précisions au sujet de son « schéma » initial manifestement employé dans un but de stratégie. Il écrit ce qui suit :

« Le danger capital de l'ancien cours, résultat de causes historiques générales et de nos fautes particulières, est que l'appareil manifeste une tendance progressive à opposer quelques milliers de camarades formant les cadres dirigeants au reste de la masse qui n'est, pour eux, qu'un objet d'action. Si ce régime persistait, il menacerait de provoquer, à la longue, une dégénérescence du Parti à ses deux pôles, c'est-à-dire parmi les jeunes et parmi les cadres. En ce qui concerne la base prolétarienne du Parti, les ceñules d'usines, les étudiants, etc., le péril est clair. Ne se sentant pas participer activement au travail général du Parti et ne voyant pas leurs aspirations satisfaites, de nombreux communistes chercheraient un surcroît d'activité sous forme de groupements et de fractions de toutes sortes. C'est dans ce sens précisément que nous parlons de l'importance symptomatique de groupements comme le « Groupe Ouvrier ».

Un autre passage dit ceci :

« La jeunesse, comme nous l'avons vu, réagit d'une façon particulièrement vigoureuse contre le bureaucratisme. Aussi Lénine proposait-il, pour combattre le bureaucratisme, de faire largement appel aux étudiants. Par sa composition sociale et ses liaisons, la jeunesse des écoles relie les groupes sociaux de notre Parti ainsi que leur état d'esprit. Sa sensibilité et sa fougue la portent à donner immédiatement une forme active à cet état d'esprit. Comme elle étudie, elle s'efforce d'expliquer et de généraliser. Ce n'est pas à dire que tous ses actes et états d'esprits relèvent des tendances saines. S'il en était ainsi, cela signifierait — ce qui n'est pas le cas — ou que tout va bien dans le Parti ou que la jeunesse n'est plus le relet du Parti. »

C'est tout. Par conséquent la question aurait deux aspects. Le premier concerne la mise à l'écart de la jeunesse par l'appareil du Parti, le second les phénomènes malsains de la vie du Parti qui se reflètent dans la jeunesse et qui, de l'avis du camarade Trotsky, sont également imputables à l'appareil du Parti. La question paraît donc tranchée, car « tout le mal vient de l'appareil ».

Ici, nous devons tout de suite formuler des réserves. Tant que la mise à l'écart de la jeunesse par l'appareil est un fait constatable, le camarade Trotsky a raison.

Mais il ne dit là rien d'original, puisque la résolution du C. C. a également traité de cette question.

L'erreur du camarade Trotsky consiste en ce qu'il ne se donne pas la peine de soumettre à une *analyse* les tendances inhérentes au développement de la jeunesse : qu'il ne voit pas ou ne veut pas voir les traits caractéristiques à la jeunesse et les dangers qui la guettent.

Il faudrait être fou pour se dresser contre la jeunesse. Mais attirer son attention sur les dangers qui découlent de son existence actuelle est un devoir auquel ne sauraient se soustraire les dirigeants du Parti.

Ce qui nous étonne le plus, c'est que le camarade Trotsky ait pu oublier, au cours de la discussion, les discours qu'il avait prononcés en des occasions précédentes. Au XI^e Congrès, par exemple, le camarade Trotsky tenait ce langage (Compte rendu, pages 119-120) :

« L'enseignement de nos expériences à la jeunesse du parti, en vue de la préparer à la vie politique, est une tâche extrêmement complexe qui pourrait s'accomplir dans une très large mesure par l'emploi de méthodes pédagogiques. N'oublions pas que la jeunesse ne possède pas à présent cette expérience de la lutte des classes par laquelle pendant la période précédente, c'est-à-dire en régime bourgeois, le parti fut créé et fortifié. La jeunesse se réveille et vit dans les conditions élastiques où se poursuit l'œuvre de construction de l'économie socialiste future. Ajoutez-y les complications de la *Nep* et d'autres complications encore. L'ouvrier ne sait pas comment et contre qui exprimer son mécontentement. Dans le cas de nos jeunes ouvriers nous ne voyons pas chez eux une base solide faite d'expériences de classe. Comment remédier à cet état de chose ? L'emploi de je ne sais quelle recette ne servirait évidemment à rien. L'unique moyen d'aider la jeunesse c'est d'élever son niveau d'éducation théorique dans un esprit marxiste, dans un esprit matérialiste. C'est la tâche la plus importante du Parti. »

A cette époque le camarade Trotsky voyait clairement les faiblesses des jeunes communistes, il les passe maintenant sous silence.

A cette époque encore le camarade Trotsky surestimait le rôle des méthodes pédagogiques : aujourd'hui il proteste contre ces méthodes qu'il qualifie de « néo-dantesques », de « jeu à l'éducation », etc. « La vieille génération — déclare-t-il — en cherchant à faire participer la masse du parti à la vie politique, applique en premier lieu des méthodes pédagogiques : cours de connaissances politiques primaires, examens, écoles du parti, etc. L'origine de la bureaucratisation du parti est là. L'isolement du parti qui se suffit à lui-même en découle également. Bref : tous ces traits caractéristiques, dont l'ensemble constitue le côté négatif du « cours ancien ».

C'est ainsi que le camarade Trotsky passe d'un extrême à l'autre.

Nous ne l'indiquons qu'en passant. Revenons maintenant à la question fondamentale.

Le premier trait négatif qui caractérise la jeunesse contemporaine ou plus précisément ses conditions de vie, nous révèle son manque d'expérience de lutte de classe, manque d'une expérience à laquelle pour citer les paroles du camarade Trotsky au XI^e Congrès — le parti doit « son origine et sa force ». Est-ce juste ? — C'est absolument juste.

Est-ce important ou non ? — C'est d'une importance incontestable. Demandons-nous si les conditions spéciales d'existence de la jeunesse de nos écoles n'aggravent pas encore les dangers dans ce milieu de notre parti ?

La jeunesse de nos écoles forme les jeunes cadres des nouveaux intellectuels du parti, les futurs « spécialistes rouges ». C'est là une vérité qui ne demande pas à être prouvée. Convenons-en. Mais songeons à ce que ce rôle de spécialiste, indispensable, inévitable et historiquement justifié, recèle de dangers même pour les *vieux* : là-dessus nous sommes tous d'accord. La question qui se pose c'est de savoir si ces dangers ne menacent pas à un plus haut degré des camarades ne possédant pas l'expérience de la lutte de classes qui affermit et retrempe les caractères, ne possédant pas non plus l'expérience révolutionnaire accumulée dans notre parti et devenue la « seconde

nature » des vieux militants, des camarades qui se distinguent précisément de la vieille génération par ces lacunes de leur formation ? Est-ce que le « chaos », les séductions de la *Nep*, l'« obscurantisme idéologique » ne menacent pas particulièrement ces jeunes camarades ? Auront-ils assez de force pour résister aux influences néfastes qui les guettent de tous côtés ?

Poser la question c'est la résoudre.

Si nous voulons la traiter au point de vue théorique, en cherchant à faire un « horoscope marxiste », nous pouvons établir que la jeunesse de nos écoles se trouve précisément à un tournant et qu'elle est, par conséquent, particulièrement sujette à des changements de caractère.

Nous nous permettrons de donner des extraits d'une brochure dont la publication a été décidée par le Bureau Politique du C. C. — et votée également par Trotsky — en vue de combattre de fâcheuses conceptions idéologiques qui pénétraient dans nos écoles.

Nous y lisons entre autres :

« Notre jeunesse est arrivée à une ligne frontière. Elle se compose d'hommes nouveaux caractérisés par les particularités psychologiques et physiologiques de notre époque. Le rôle de cette jeunesse, ou plus précisément, d'une certaine partie de cette jeunesse, dépendra du sort de l'ensemble de notre révolution.

« De cette jeunesse peuvent sortir des hommes d'affaires capitalistes à l'américaine, des chefs d'armée, des entrepreneurs, etc., au cas où notre évolution continuerait dans le sens d'une dégénérescence et de la transformation de la Russie en un pays capitaliste bourgeois. Et il en peut sortir — nous espérons fermement qu'il en sera ainsi — des constructeurs de la nouvelle Cité, des travailleurs courageux, fermes, sachant leur métier et dévoués à la classe ouvrière, ceci si notre développement économique suit la courbe ascendante de l'économie socialiste... »

« Examinant ce processus du point de vue sociologique et psychologique on se demande comment ces deux perspectives différentes peuvent se confondre.

« Rien de plus simple.

« L'ardent désir d'activité créatrice peut se transformer en individualisme.

« Le désir (justifié) de développer la théorie marxiste peut amener à une abjuration du marxisme.

« Le désir du neuf, l'enthousiasme peuvent susciter des sentiments religieux.

« On en pourra citer des milliers d'exemple.

« Le désir de « tout comprendre et de tout concevoir » peut devenir une vulgaire manie de simplifications, etc. »

Aux idées exprimées dans cette brochure, éditée par le C. C. pour combattre des tendances fâcheuses observées dans la jeunesse, personne ne fait d'objections.

Mais les temps ont changé : l'« ère » de la discussion exige une révision des valeurs.

La caractéristique que la brochure citée donnait de la jeunesse des écoles était pourtant très juste : elle correspondait à la *réalité objective*.

Entendu. N'en parlons plus. C'est encore dans une très large mesure les domaines des prophéties théoriques. Mais que disons-nous quant au proche avenir et au présent ? Là il nous importe avant tout de préciser, d'une façon qui ne permette pas de douter, ceci : La jeunesse est moins constante, quoique plus « sensible ».

Les deux parties de cette proposition ne se contredisent pas. La jeunesse est vraiment « sensible » dans les deux sens. C'est une constatation de fait qui importe. La « propre physionomie » de la jeunesse, dont parle le camarade Trotsky, peut révéler des traits à ce point individuels, qu'elle ne ressemblera plus et rien à la physionomie que s'est formée le Parti dans ses luttes contre l'opportunisme. C'est pourquoi nous devons observer la plus grande prudence. Le devoir d'un leader de parti communiste ne consiste pas à semer la méfiance contre la vieille garde, en trahissant les faiblesses et les dangers qui menacent les jeunes. Il consiste à fortifier chez les jeunes la confiance en leurs vieux camarades et à leur montrer sans gêne, honnêtement et franchement, les dangers qui les attendent sur leur glorieux chemin.

La jeunesse est sensible. On ne peut la conquérir ni en lui imposant notre tutelle, ni en exerçant une pres-

sion sur elle. C'est vrai. La jeunesse ne peut pas être éduquée dans un esprit ergoteur et formaliste. Elle ne peut pas non plus recevoir uniquement l'instruction que lui offre l'école. Lénine a assez souvent répété que la théorie doit être réunie à la pratique dans la vie économique aussi bien que dans la vie du parti.

On ne saurait mieux dire. Si le bureaucratisme étouffe l'esprit des adultes, quelle influence désastreuse n'exercerait-il pas sur l'âme de la jeunesse ?

De cette constatation de fait absolument juste on ne doit pas déduire qu'une direction des camarades plus vieux et plus expérimentés serait superflue. Cette direction devrait naturellement s'inspirer d'un esprit de pure camaraderie. Et cette connaissance mutuelle de bonne camaraderie ne sera pas fortifiée par les glosses sur les vieux et les jeunes.

« Il est nécessaire — écrit-il — que la vieille génération ne considère pas le cours nouveau comme une manœuvre, un mouvement diplomatique sur l'échiquier ou une concession passagère, mais comme une étape nouvelle dans le développement politique de notre parti. »

Camarade Trotsky ! La « manœuvre politique » n'existe heureusement que dans votre imagination.

Les anciennes traditions et le « cours nouveau »

Nous nous sommes efforcés dans cet article de démontrer que le camarade Trotsky, dans toute une série de questions économiques, politiques et de celles qui ont trait à la vie du parti s'écarte du point de vue bolchevik. Ce n'est pas cela qui nous empêchera de tenir compte des exigences de la vie pratique. Les gens qui prétendent le contraire, ne connaissent pas l'A. B. C. du bolchevisme. Se détourner du « nouveau » et du « spécifique », ce serait — comme s'exprimait le camarade Lénine — être pareil à ces vieux bolcheviks sans cervelles qui par la répétition de quelques formules apprises par cœur, — au lieu d'étudier les traits essentiels de la réalité nouvelle — ont plus d'une fois joué un rôle pitoyable dans notre parti. Ils appartiennent à notre collection de phénomènes d'avant la révolution.

Lénine raillait ainsi ceux qui remplaçaient l'étude d'une situation nouvelle par le rabachage de vieux principes et de vieilles formules. Le bolchevisme n'a rien à faire avec les anachronismes, les archaïsmes idéologiques, les formules surannées qui lui seraient mortels.

La sagesse de Lénine n'est pas seulement de savoir apprécier les changements profonds survenant dans les rapports entre les classes et les effets de ces changements sur la superficie de la vie sociale, mais aussi d'en savoir mesurer les proportions et de garder le sens de la réalité, même si elle se présente à nous sous la forme de devoirs modestes et d'une apparence insignifiante. Lénine sait également lancer un mouvement ou le freiner. C'est en embrassant dans tous leurs aspects les événements, les devoirs, les problèmes qu'on peut donner une direction juste au parti, par le parti à la classe ouvrière, par la classe ouvrière à la paysannerie, bref, à l'ensemble du pays.

Y a-t-il chez nous du nouveau ? Certes. Il y a : Paix ; l'essor économique ; l'accroissement de la classe ouvrière ; l'accroissement de la nouvelle bourgeoisie ; l'élévation du niveau intellectuel de l'ensemble du parti.

En même temps une variété relative de groupes sociaux dans le parti, et des réserves pas encore assimilées.

En dehors de la classe ouvrière et de la ville, activité croissante des paysans.

A l'avenir, perspective de luttes — de luttes qui seront probablement de très grande envergure.

Tout cela requiert notre attention. Tout cela nous impose le devoir de serrer les rangs du parti, sur des positions choisies après mûre réflexion, en ouvrant la voie aux réserves du parti pour qu'elles puissent déployer une grande activité et aient une part plus large à la vie intérieure de nos organisations.

C'est à ces exigences que correspond le « cours nouveau », relativement nouveau. Il comprend l'élargissement de la démocratie dans le parti, la réalisation d'un large système électoral, la discussion publi-

que des questions actuelles et le renforcement de l'activité des affiliés.

Les conditions nouvelles modifient-elles les anciennes bases des idées bolcheviques ?

Dans ses « Lettres sur la Tactique » Lénine a écrit : « Les idées et les mots d'ordre bolcheviks sont en général pleinement confirmés par l'histoire. »

Cette phrase, bien qu'elle ait été écrite il y a longtemps, est-elle juste ? Sans nul doute.

Mais si elle est juste, le camarade Trotsky eut rendu au parti un service beaucoup plus grand en nous exposant quelle était la cause des erreurs à l'époque de la paix de Brest-Litovsk et à l'époque de la discussion syndicale ? — Puis en nous exposant ce qui le séparait du camarade Lénine dans les questions économiques, et quel était le fond de leurs désaccords. Il eut mieux valu que le camarade Trotsky précisât où, dans quelle circonstance, Lénine exprime sur la liberté des groupements dans le parti des idées analogues à celles qu'il soutient lui actuellement, il eut mieux valu enfin qu'il nous dit pourquoi une révision de la vieille tradition bolcheviste est à présent admissible.

Il eut mieux valu que le camarade Trotsky citât le dernier article du camarade Lénine dans lequel Lénine expose comment et pourquoi notre Comité Central est devenu dans le parti un « groupe jouissant de l'autorité suprême ». Trotsky eut bien fait de mettre ces lignes-là à côté des étonnantes accusations qu'il porte contre ce « groupe jouissant de l'autorité suprême ».

Il eut mieux valu que le camarade Trotsky comparât son point de vue sur la vieille garde et les jeunes à celui de Lénine. Ces militants eussent profité, pour leur éducation politique, de la comparaison.

Nous venons précisément de faire œuvre d'éducation politique, car nombre de camarades à courte vue ou dont l'éducation, quant aux choses du parti, laisse beaucoup à désirer, ont cru voir dans le conflit qui se déroule dans le parti un conflit de personnes. Ils ne conçoivent pas que derrière ce conflit de personnes se poursuit le combat des tendances politiques vivantes dans le seul parti légal de notre pays.

Puisque désaccord il y a, discutons et critiquons les désaccords. C'est la seule façon de faire qui puisse être féconde. Cette discussion, et cette discussion seule, peut contribuer à l'élévation du niveau intellectuel de notre parti. Le parti en sortira plus fort et plus uni qu'auparavant.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzau, même adresse.

XIII^e Conférence du Parti Communiste russe

Le Rapport du camarade Zinoviev sur la situation internationale

(14 Janvier 1924.)

Mon rapport sera divisé en deux parties : la première est consacrée aux problèmes de politique étrangère et la seconde à la politique de l'I. C. Dans l'un et dans l'autre de ces domaines, je ne peux toucher que ce qui est le plus important ; mais, dans l'un et dans l'autre, nous nous trouvons actuellement devant certaines décisions à prendre qui détermineront pour un avenir assez long la politique de notre parti.

Questions de la politique étrangère concernant la reconnaissance « de jure » de la R.S.S.F.R.

Dans le domaine de la politique internationale, nous nous trouvons maintenant à l'entrée d'une ère nouvelle. Il n'est pas impossible que nous soyons prochainement reconnus *de jure* par quatre puissances : l'Angleterre, la France, l'Italie et la Norvège. Naturellement, ce n'est qu'une éventualité. Personne ne peut garantir que cette éventualité sera certainement réalisée et dans un avenir le plus proche. Mais, pour notre orientation, il est nécessaire de se rendre clairement compte que cette question est entrée maintenant dans un stade nouveau. La reconnaissance ou la non-reconnaissance *de jure* de la Russie des Soviets apparaît actuellement comme la question la plus importante de la politique internationale. Le ministre tchéco-slovaque Benès, dans son allocution du Nouvel An, a déclaré que l'année 1924 sera caractérisée par la reconnaissance *de jure* de la Russie des Soviets. Certes, toutes les prédictions ministérielles de Nouvel An ne se réalisent pas toujours, mais il y a des motifs sérieux pour que cette prédiction-là se réalise, et Benès apparaîtra comme prophète. Je le répète, le point central de la politique internationale tourne actuellement autour de notre reconnaissance ou non-reconnaissance *de jure*.

On écoute aux portes

Mais notre discussion intérieure s'est naturellement greffée sur cette question. Comme il arrive toujours, chaque fois que des difficultés surgissent devant notre parti, la bourgeoisie internationale essaie d'en profiter, de les grossir et de les exagérer. C'est ce que nous voyons maintenant. En Europe occidentale et en Amérique, surtout ces jours derniers, on a mis en circulation, à propos de notre discussion, de véritables légendes du même type que celui qui nous est connu depuis le début de l'existence du pouvoir soviétique. A tout hasard, je vais vous communiquer, camarades, les faits les plus importants dans cet ordre d'idées. car, probablement, aucun d'entre vous ne se doute jusqu'où on a poussé les choses. Nous avons reçu aujourd'hui, non de la part de nos ennemis, mais de nos amis, la communication suivante, destinée à l'I. C. : la *Neue Freie Presse* de Vienne insère, dans tel et tel numéro, la dépêche suivante : « D'après une nouvelle télégraphique de Paris, le bruit court là-bas que Trotsky aurait été arrêté. » Une autre ver-

sion : « Trotsky s'est retranché dans un train blindé ; Boudienny a pris pour le moment une position d'attente. » (*Rires.*)

De telles nouvelles sont répandues non seulement par la presse boulevardière, mais aussi par toute la presse bourgeoise soi-disant sérieuse. Le *Morning Post* communique que Trotsky a démissionné du Bureau Politique, et dans les milieux des journalistes américains « mieux renseignés », on dit que Trotsky est arrêté. Le camarade Krestinsky, un de nos représentants à l'étranger, dans le journal qu'il tient, rapporte ce qui suit à la date du 8 janvier : « Le siège autour de moi, au sujet de la discussion dans le parti, s'est renforcé ; je suis aux prises avec une bande d'Allemands, de Belges et d'Autrichiens. Les « spécialistes » allemands des affaires étrangères se sont tous posé la question, si la discussion de Moscou, à cause de son caractère extraordinairement passionné, ne se terminera pas par des événements dans le genre de ceux de juillet 1918. » Monsieur le « spécialiste » de la rubrique soviétique comprenait la « démocratisation » dans le sens bourgeois du mot. Et voici encore un trait : « L'agence *Est-Express* » a lancé la nouvelle sensationnelle que, parmi les leaders de l'opposition, se trouvait N. N. Krestinsky. Nouveau siège. Tout le monde veut voir l'ambassadeur protestataire. » (*Rires.*) Aux explications que les ministres et les ambassadeurs en Amérique et en Europe sont bien libres d'avoir une opinion personnelle à l'intérieur de leur parti, on objectait : oui, mais en Russie soviétique, le gouvernement, c'est le Comité central. « Zinoviev lui-même déclarait cela ouvertement pendant la discussion ». En Amérique, on croit que les discussions parmi les communistes auront des conséquences sérieuses pour le détour à droite.

Et il va de soi que la presse fasciste de nos socialistes-révolutionnaires paraissant à l'étranger joue le même air. Les socialistes-révolutionnaires qui publient à Berlin le journal *Dni*, écrivent textuellement : « La Russie a besoin de la « Nep » politique, mais le Parti communiste russe ne peut pas et n'ose pas la donner ni à lui-même, ni à plus forte raison au pays. C'est en cela et en cela seulement que consiste l'importance générale et la signification de la bruyante victoire de la vieille garde léniniste sur les prophètes de la démocratie à l'intérieur du parti. » Et en s'adressant aux « citoyens » russes, ils disent : « Aussi longtemps que le citoyen ne prendra pas la parole, aussi longtemps qu'il n'exigera pas pour lui la « démocratie ouvrière », aussi longtemps aucune discussion des uns avec les autres ne mènera à rien. » Le représentant du gouvernement roumain à la conférence de la Petite-Entente qui vient d'avoir lieu, a déclaré officiellement « qu'il n'y avait pas de raisons de se presser actuellement avec la reconnaissance de la Russie des Soviets, car la crise traversée par le Parti communiste russe est grosse de très grands événements ».

De cette manière les deux questions se sont maintenant entremêlées. Il n'y a pas de doute que l'apreté de la discussion affaiblit nos chances

sur l'arène internationale, tout au moins pour un certain temps jusqu'à ce que ces messieurs se rendent compte de ce qui se passe réellement chez nous. D'une manière générale, nous devons payer assez cher cette discussion ; « les dépenses de production » seront assez considérables. Et au compte du « passif » figurera naturellement le retardement probable de notre reconnaissance « de jure ».

La situation en Angleterre

Il est vrai que si la presse anglaise consacre tant d'attention à nos dissentiments, nous pourrions à notre tour leur conseiller de s'occuper un peu plus de leurs affaires. A présent, par exemple, ont lieu chez eux les réunions des « fractions », la lutte entre différents lords ; Asquith, Curzon, Lloyd George, etc. On ne sait pas comment se résoudra cette crise. Je pense, camarades, que notre « lord » à nous, Sapronov, n'exerce pas une telle terreur sur nous. Quand le parti aura pris une décision, nous nous réconcilierons avec lui, et il se soumettra aux décisions du parti. Mais les faits restent les faits : la bourgeoisie internationale écoute aux portes, comme s'est très justement exprimé un camarade, elle écoute à nos portes dans l'espoir que la lutte actuelle à l'intérieur de notre parti lui permettra d'échapper ce qui en apparence ne pouvait plus être éludé : la reconnaissance « de jure » du régime qui existe « de facto » depuis plus de six ans.

Notre Comité Central a raison lorsqu'il considère que nous devons actuellement peser nos décisions dans le domaine de la politique étrangère avec une attention et un soin tout particuliers, étant donné que nous sommes arrivés au début d'une nouvelle étape.

Les circonstances changent. Examinons, en effet, les pays les plus importants de l'Europe occidentale et en première ligne l'Angleterre. Il n'y a pas encore un an que lord Curzon a remis en question notre possibilité de reprendre du souffle par son fameux ultimatum qui, à l'époque, a agité jusqu'au fond toute notre Russie laborieuse. Comparez l'état des choses en Angleterre tel qu'il était au moment de l'ultimatum de Curzon avec celui qui apparaît en ce moment, Curzon, d'un pied, est déjà en dehors du gouvernement. Les formalités traînent en longueur, le Parlement vient de s'ouvrir. De toutes façons il est déjà complètement clair que la situation de Curzon n'est pas très ferme. La situation du camarade Tchitchérine est autrement solide. (*Applaudissements.*) Ceci est évident pour tous. Le camarade Tchitchérine peut attendre l'ouverture du Congrès Fédératif des Républiques Soviétiques beaucoup plus tranquillement que Curzon n'attendait l'ouverture de la session de la Chambre des Communes. (*Applaudissements.*)

La situation est radicalement changée. Tout le monde politique escompte l'arrivée au pouvoir de Mac Donald. Il est encore impossible de l'affirmer avec certitude, mais si tous les symptômes ne sont pas trompeurs, Mac Donald prendra le pouvoir dans l'avenir le plus proche. A l'heure actuelle nous devons envisager en hommes politiques cette éventualité et notre conférence doit compter avec elle. Le camarade Rakovsky écrit dans son dernier rapport, et très justement d'après moi, que : « la chose la plus importante que nous devons éviter maintenant, c'est la surestimation des possibilités ». Et, en effet, nous n'avons pas

de raisons pour tomber dans un optimisme exagéré à cause de l'arrivée possible au pouvoir du Labour Party et de son leader Mac Donald. Nous avons déjà vu au pouvoir la 2^e Internationale. Nous avons vu le gouvernement de Scheidemann-Haase, qui était cependant issu, non d'une victoire parlementaire, mais d'une révolution. Il n'y a pas longtemps, nous avons eu l'exemple de Branting, le premier ministre de Suède. Lui aussi est un des piliers de la 2^e Internationale. Et nous avons vu que sa politique n'était en rien mieux que la politique de n'importe quel gouvernement bourgeois. Nous n'avons donc pas de motifs pour surestimer les possibilités en raison du gouvernement de Mac Donald qui est en vue.

Et cependant, camarades, lorsque ce gouvernement deviendra un fait accompli, ce sera tout de même un événement d'une importance mondiale. Nous devons juger le gouvernement probable de Mac Donald de deux points de vue : du point de vue du mouvement ouvrier international et du point de vue des intérêts immédiats de la Russie des Soviets. Que représentera le gouvernement de Mac Donald du point de vue du développement du mouvement ouvrier international et de la Révolution mondiale ? En ce qui concerne les sphères dirigeantes, les politiciens parlementaires, ce n'est pas un événement extraordinaire. Mais en ce qui concerne le mouvement de masse de la classe ouvrière, cet événement aura une très grande importance. Vous vous souvenez tous comment, au 2^e Congrès de l'I.C., le camarade Lénine conseillait au jeune Parti communiste anglais de soutenir le Labour Party mencheviste, de voter pour lui, de l'aider à arriver le plus tôt possible au pouvoir. Et vous vous souvenez comment le camarade Lénine expliquait alors ouvertement (on ne peut en faire aucun secret) que nous soutiendrions le Labour Party d'Angleterre, le parti de Mac Donald, « comme la corde soutient un poids ».

Il disait sans ambages que plus tôt ils seront arrivés au pouvoir, plus tôt ils seront obligés de se montrer à la classe ouvrière, d'autant plus vite ils feront faillite, d'autant plus vite les illusions de la classe ouvrière anglaise seront dissipées, d'autant plus vite seront tracées les voies de la révolution prolétarienne.

Ce moment arrive maintenant. C'est un événement d'une importance primordiale. La classe ouvrière anglaise, dans ses profondeurs, ne ressent pas l'arrivée de Mac Donald au pouvoir simplement comme l'arrivée du gouvernement de tel ou autre parlementaire, mais comme l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière, du travailleur. Le simple ouvrier anglais voit en cela la revanche historique des prolétaires, il croit qu'avec l'arrivée au pouvoir du Labour Party il n'y aura plus de chômage, il y aura une pression sur le luxe, sur les riches. En d'autres mots, les simples ouvriers raisonnent ici en se basant sur leur instinct, sur leur sentiment de classe. Ceci, camarades, est un fait d'une grande importance historique. Nous avons tous étudié l'histoire de la classe ouvrière en Angleterre, nous nous sommes familiarisés avec sa situation dans l'ouvrage bien connu d'Engels. A travers ce prisme nous avons étudié le « Chartisme ». Les ouvrages classiques de Marx, d'Engels, de Lénine, et même de Kautsky, qui jadis fut un révolutionnaire, nous apprennent la nature de l'aristocratie ouvrière anglaise qui confère au mouvement ouvrier anglais un

caractère contre-révolutionnaire. Mac Donald est le représentant type des sommets de la classe ouvrière, c'est-à-dire de l'aristocratie ouvrière. Néanmoins l'arrivée au pouvoir d'un parti ouvrier mencheviste dans un pays comme l'Angleterre est un fait d'une importance historique et mondiale. Ce n'est pas une Esthonie, ou une Bulgarie, ou même une Allemagne, c'est l'Angleterre.

Quoique l'affaire aura un dénouement tragique, quoique Mac Donald se mettra sans doute à plat ventre devant la grosse bourgeoisie anglaise, malgré tout cela, c'est un grand événement. Je le répète : il faut tenir compte que cet événement ne se passe pas en Esthonie, en Pologne, en Bulgarie ou même en Allemagne, mais en Angleterre, dans ce pays dont la bourgeoisie domine effectivement la sixième partie du globe, un territoire comparable au nôtre. La bourgeoisie anglaise est la plus riche du monde. Et le fait qu'elle se croit obligée de laisser les rênes au gouvernement d'Angleterre à un parti, malgré tout, « ouvrier », est hautement significatif. Naturellement, la bourgeoisie anglaise ne fait pas cela sans arrière-pensée. Il y existe un groupe de politiciens qui poussent Mac Donald au pouvoir, en espérant lui tordre le cou d'autant plus vite que plus vite il arrivera au pouvoir. Et ce pendant une bourgeoisie telle que celle d'Angleterre ne fait pas un telle expérience de gaieté de cœur, ce n'est pas de gaieté de cœur qu'elle remet le pouvoir dans un Etat comme l'Angleterre, entre les mains d'un parti quoique mencheviste, mais tout de même ouvrier. Dans ce sens, l'arrivée au pouvoir de Mac Donald est l'étape la plus importante dans le mouvement ouvrier international l'étape la plus importante dans la marche vers la libération du prolétariat anglais des illusions constitutionnelles, le pas en avant le plus considérable sur le chemin de la révolution mondiale.

Du second point de vue, du point de vue des intérêts immédiats de la Russie Soviétique, cet événement n'a pas une importance moindre. Nous ne savons pas si Mac Donald tiendra parole au sujet de la reconnaissance « de jure » de la Russie des Soviets sans prolonger les délibérations et sans aucune condition préliminaire. Le prédire d'avance est assez difficile. Je pense que lorsqu'on a affaire aux représentants de la II^e Internationale, aux membres d'un parti mencheviste, il faut s'attendre au pire, si l'on veut être plus près de la réalité. Mais quelle est la situation présente ? L'état d'esprit actuel du prolétariat anglais permet sérieusement d'espérer que le gouvernement de Mac Donald sera obligé de nous reconnaître « de jure ».

La situation en France

C'est en rapport avec cela que la question se pose aussi en France. Vous savez tous que la rivalité franco-anglaise, c'est-à-dire la rivalité entre la bourgeoisie anglaise et française, apparaît aujourd'hui comme un facteur déterminant dans une grande mesure toute la situation politique de l'Europe.

Nous constatons à présent même de la part de la France poincariste des tentatives de rapprochement avec la Russie des Soviets.

Vous avez tous lu le célèbre article d'Herbette paru récemment dans le journal officieux du gouvernement français, article faisant comprendre que ces gens-là ne seraient pas fâchés de s'enten-

dre avec nous. La presse française laisse entendre clairement que le gouvernement français se propose, par l'intermédiaire du premier ministre tchéco-slovaque Bénès, d'offrir à notre gouvernement d'entrer en pourparlers. A en juger par la presse, le gouvernement français s'intéresse à la question de savoir si nous consentirons à reconnaître les dettes d'avant-guerre, et quelle est notre attitude à l'égard de la reconnaissance des traités internationaux. Naturellement, nous n'accepterons pas l'offre aimable d'intermédiaire de Bénès, si ja mais elle nous est faite. Nous dirons, certes, merci pour l'intervention, mais nous estimons que les pourparlers doivent se faire sans intermédiaire, car l'intermédiaire ne penserait pas à nous mais à lui-même. Si l'on nous pose des questions préalables, nous les discuterons au cours des pourparlers. Je ne pense pas que nous réussirons à nous entendre avec le gouvernement français d'aujourd'hui. Je suis d'avis que la bourgeoisie française ne ferait pas mal, si elle veut sérieusement s'entendre avec nous, de se trouver un président du Conseil plus convenable que M. Poincaré. Qu'est-ce qui a éveillé chez Poincaré l'idée de pourparlers avec nous ? C'est, d'une part, les résultats des élections en Angleterre, la reconnaissance probable par l'Angleterre de la Russie des Soviets, et d'autre part, et c'est là l'essentiel, l'approche des élections en France même. Quiconque a jamais vécu en France sait ce qui s'y passe à la veille des élections. Le pays est comme transformé. Tous les partis se maquillent de frais, tous en bloc deviennent « socialistes », tous promettent aux paysans et aux ouvriers monts et merveilles et certains encore quelque chose par-dessus le marché ; tous les partis recherchent fiévreusement le mot d'ordre le plus populaire, le plus enflammé, qui puisse piper des voix aux élections. Il est possible que le mot d'ordre de reprise des relations et de rapprochement avec la Russie des Soviets devienne maintenant populaire en France. Voilà pourquoi même M. Poincaré qui, comme vous le savez, nous aime cordialement et qui jouit du même amour de notre part (*applaudissements*), s'est enflammé d'un amour encore plus ardent et est disposé à nous offrir le rapprochement par l'intermédiaire de Bénès. Autant qu'on puisse prévoir la marche des événements, il n'y a pas de doute que les élections prochaines en France auront pour résultat un déplacement des forces à l'intérieur du camp bourgeois, comme cela s'est déjà produit en Angleterre. En France, le menchevisme n'est pas encore près d'arriver au pouvoir ; mais cette aile de la bourgeoisie qui est représentée par d'augustes visiteurs qui sont venus nous voir au nom de la bourgeoisie française et qui suit une autre orientation que Poincaré, cette aile-là arrive au pouvoir.

L'Italie et la Norvège

En Italie, où Mussolini également ne dédaigne pas de nous reconnaître, il s'y manifeste l'influence réfléchie du changement de front en Angleterre et encore plus du changement de l'attitude du gouvernement français. De la même manière, les récentes manifestations du pacifisme relatif de la bourgeoisie polonaise ne sont pas autre chose que le reflet du changement survenu chez ses maîtres anglais et français.

En Norvège, qui se trouve sous une forte influence anglaise, nous voyons également un chan-

gement d'attitude, permettant d'espérer la prompte conclusion des pourparlers.

Vous pouvez constater l'amélioration sensible de la situation diplomatique de notre pays, qui nous met en face de toute une série de problèmes sur la manière dont nous devons maintenant manœuvrer la bourgeoisie internationale. A cause de ce changement de circonstances, qui signifie le commencement d'un nouveau chapitre dans notre politique étrangère, il est indispensable de nous tenir sur nos gardes. Je ne peux pas vous cacher que, sur cette question, comme sur la question de l'I. C., nous avons des divergences très graves avec les camarades de « l'opposition », divergences qui jettent la lumière la plus crue sur l'essence de tous nos dissentiments avec eux en général. Du moment que la bourgeoisie internationale : anglaise, française, italienne, etc., manifeste le désir d'un certain rapprochement avec nous, la question se pose de savoir si nous ne devons pas, à cause de cela, manifester de notre part un esprit de conciliation plus grand que celui que nous avons montré lors de notre dernier contact avec la bourgeoisie internationale à la Conférence de Gênes. Certains camarades, parmi lesquels Radek, estiment que ce moment est arrivé, que nous devons réviser nos conditions de Gênes dans le sens de concessions plus grandes à la bourgeoisie internationale, non seulement dans le but d'obtenir la reconnaissance *de jure*, qui l'intéresse peu, mais surtout pour rendre possible les relations d'affaires. C'est une proposition qui exige de notre part beaucoup de réflexion. Au Bureau Politique et au C. C. du parti, nous sommes d'avis que, même aujourd'hui, nous n'avons pas de motifs suffisants pour faire de trop grandes concessions à la bourgeoisie internationale. Tout au contraire, nous estimons que le moment est arrivé de rappeler à la bourgeoisie internationale ce que disait Vladimir Iliitch au nom de tout notre gouvernement après la Conférence de Gênes. Il disait, en s'adressant à cette bourgeoisie : « Plus vous tarderez à faire un accord avec nous, plus les conditions que nous vous ferons seront dures, plus nos concessions seront minces. » Nous estimons que le moment est arrivé de confirmer ces paroles. Plus ils ont traîné les choses en longueur, plus nous nous sommes fortifiés, et, bien entendu, nous leur parlerons d'encore plus haut que nous ne leur avons parlé à Gênes.

Question de la limite des concessions

Vous avez entendu hier le discours du camarade Krassine. J'avoue que j'attendais cette intervention, comme beaucoup d'autres camarades, non sans une certaine curiosité. Je fus désenchanté comme beaucoup d'autres camarades. Le discours du camarade Krassine ne fut qu'une pâle réplique de ce qu'il nous a dit au 12^e Congrès de notre parti. « Vous attirez, dit-il, trop nonchalamment le capital étranger. » Avec trop de nonchalance, voyez-vous, nous acceptons des crédits. Comme s'il ne s'agissait que de « notre nonchalance ». On nous fourre, voyez-vous, des crédits, mais nous avons la « flemme » de les accepter. » « Est-il possible, dit-il, que notre Russie, avec ses misérables ressources matérielles, relève rapidement son économie ? » On pourrait croire, à l'entendre, qu'il tient dans sa poche en réserve une autre Russie avec des ressources qui ne seraient pas misérables, mais riches. Nous n'avons cependant qu'une seule Russie, telle qu'elle est en réalité.

Je pense, camarades, que la question concer-

nant l'importance des concessions que nous devons faire au capital international nous mène directement à la question concernant l'avenir de la « Nep ». Certains camarades de l'« opposition » essayaient d'avoir recours à la phraseologie « de gauche » et discouraient, comme si le C. C. tenait pour la « Nep », tandis qu'eux voulaient lui tordre le cou. De tels discours seraient compréhensibles, si ces camarades étaient partisans de la suppression de la « Nep » et du rétablissement du communisme de guerre. A cet endroit, il y a quelque chose qui cloche chez nos camarades d'opposition. D'un côté, ils désirent apparemment tordre le cou à la « Nep » et d'un autre côté, ils déclarent : « Faites des grandes concessions à la bourgeoisie internationale pour rétablir les relations d'affaires. » Mais ceci serait le plus grand renforcement de la « Nep » qu'on puisse imaginer. En effet, il s'agit de laisser pénétrer ici la véritable bourgeoisie et non la bourgeoisie dite nouvelle que nous avons, malgré tout, secouée d'importance. (Dans cet ordre d'idées, il faut dire que notre bourgeoisie « nouvelle » est loin de ressembler encore à l'authentique bête bourgeoise repue que nous connaissons en Angleterre et en France.) Si on laisse, dis-je, le capital étranger pénétrer en grande quantité, ce sera le plus puissant afflux de sang nouveau aussi bien dans les veines de la bourgeoisie russe que de la « Nep » en général. Les camarades de l'opposition devraient ici s'expliquer entre eux pour faire « coller » leur système. Ils devraient choisir.

Pour ma part, j'estime que nous commettrions une grande faute en accordant des concessions excessives au moment où la bourgeoisie internationale, qu'on le veuille ou non, s'empêtre de plus en plus dans ses contradictions, tandis que nous — qu'on le veuille ou non — nous nous relevons progressivement, quoique plus lentement que nous ne le voudrions. Je me permettrai de vous rappeler la question de la concession Urquhardt. Je pense, camarades, que si Lénine et le C. C., après de longues délibérations, ont finalement repoussé cette concession, c'est, entre autres, pour la raison qu'au dernier moment le camarade Lénine s'est tenu justement le raisonnement suivant : mieux vaut notre Russie des Soviets blessée, ternie, pour le moment encore assez pauvre, mais bien à nous, qu'une Russie qui, pour accélérer son relèvement, laisserait pénétrer dans son potager un gibier de la taille d'Urquhardt. Voilà le trait fondamental de l'état d'esprit du camarade Lénine. Je pense que cela était juste. C'était véritablement l'attitude du « propriétaire » dans le meilleur sens du mot à l'égard de ce patrimoine qui se trouve entre les mains de notre parti. Cela ne veut pas dire que nous proposons de réviser notre attitude à l'égard des concessions en général. Bien entendu, nous accorderons des concessions, mais en examinant soigneusement chaque cas particulier. Actuellement, nous sommes en pourparlers avec Sinclair ; il est possible également que nous examinions à nouveau l'affaire Urquhardt. Mais, chaque fois que nous avons affaire à un gros vautour-concessionnaire, je pense que nous devons nous rappeler cet état d'esprit du camarade Lénine et du C. C. Oui, il est possible que notre relèvement économique avance plus rapidement, si, d'un coup, il se produit un fort afflux du capital étranger. Mais, ici, il se pose une toute petite question, à savoir si cette opération profitera à notre économie au point de vue de l'intérêt de classe, si elle augmentera le poids spécifique de notre économie socialiste,

ou si, au contraire, elle renforcera d'un seul coup la « Nep », à un degré formidable. Cette toute « petite » question, certains de nos camarades la perdent quelquefois de vue. Et, cependant, c'est là la question primordiale de toute notre politique internationale. Qu'on nous reconnaisse immédiatement, *de jure* ou non, que nous manœuvrions d'une manière ou d'une autre à l'égard de Mac Donald, de Poincaré ou de tel autre représentant de la bourgeoisie occidentale, cela n'a pas beaucoup d'importance ; ce n'est pas de détails que je veux entretenir notre conférence. Mais cette question fondamentale, cruciale, détermine effectivement le sort de notre politique étrangère. Oui, une nouvelle étape commence en Europe occidentale. La corrélation des forces est telle qu'ils sont prêts à nous reconnaître *de jure* et à entrer en relations commerciales avec nous. Notre parti doit répondre si, en rapport avec ce nouveau chapitre de la politique internationale, il estime que nous devons suivre le chemin indiqué par les camarades Radek, Krassine et autres, ou bien si nous devons continuer la vieille route. Ce n'est pas une question sans importance, elle est même autrement importante que la question, très importante d'ailleurs en elle-même, de la démocratie à l'intérieur du parti. Car de la manière dont elle sera résolue dépend effectivement la corrélation future des forces de classe dans notre pays, et par conséquent l'avenir de la « Nep ». Et du moment qu'on accusait nos cadres de dégénérer du côté de la bourgeoisie, il me semble qu'étant donné les propositions ci-dessus de l'opposition, il convient à notre tour de poser la question : Qui est-ce qui dégénère ici en réalité, et de quel côté ? (*Applaudissements.*) Est-ce nous, les « vieux croyants » du parti, quand nous affirmons que, dans cette question, nous devons suivre l'ancienne direction, ou ceux qui perdent l'équilibre et prétendent qu'il faut immédiatement réviser notre politique étrangère dans le sens de plus grandes concessions à la bourgeoisie occidentale ? J'espère que la conférence, d'accord avec le C. C., nous dira : pas un pas de plus sur la voie de nouvelles concessions. Nous ne payerons notre reconnaissance *de jure* par aucune rétribution en nature. Qu'est-ce qu'en effet que ce *de jure* ? Voyez-vous cela ? Au bout de sept ans, ils reconnaissent que nous existons ! Nous en retirerons certains avantages, bien entendu. Mais payer cela avec du lin, du bois, du blé ! Où a-t-on vu cela ? Pour qui nous prend-on ? Nous n'avons pas encore très bien appris à commercer, mais nous en savons suffisamment pour répondre : « Cette affaire, nous ne voulons la payer ni avec du lin, ni avec de l'or. » Si l'on consent à nous ouvrir de nouveaux crédits, nous sommes prêts à discuter les compensations. Nous savons que ce n'est pas pour nos beaux yeux qu'ils nous donneront des crédits. Mais nous ne perdons pas de vue que, quoique lentement mais par nos propres forces, nous commençons à tirer le pays de la situation critique dans laquelle il est tombé. Nous sommes d'avis que la Russie, avec ses ressources « misérables » — nos ressources ne sont pas si misérables que cela, nous sommes un des pays les plus riches, camarade Krassine — finira par se tirer d'embarras, et notre point de vue sera compris non seulement par l'ouvrier, mais aussi par le paysan, et ce sera un des chaînons de notre rapprochement entre les ouvriers et les paysans, si nous ne livrons pas la patrie socialiste au capital international. Le dissentiment dont il s'agit restera purement épisodique, si ces camarades

n'y insistent pas. Nous dirons alors que vous avez reconnu votre erreur, et il y aura plus de joie pour un seul pécheur repentant que pour dix justes. Mais si l'on se met à insister sur cette erreur et essayer d'en faire une plate-forme, ce sera une faute qui mènera directement à droite du parti.

Il me semble que des délibérations de notre conférence à ce sujet doit sortir une motion disant au C. C., au nom de tout le parti, que nous ne suivrons pas la route de Radek et de Krassine, qu'il n'y a pas de raisons de réviser notre politique à cet égard, car ce serait une révision non seulement dans le domaine de la politique étrangère, mais aussi par rapport à la « Nep » en général.

La politique de l'I. C.

Je passe maintenant, camarades, à la seconde question. Dans l'I. C. pendant ce temps il s'est passé évidemment pas mal d'événements. Une scission dans le parti norvégien, où nous fûmes obligés de couper toute une grande aile social-démocrate qui pendant longtemps se prétendait communiste. Un conflit sérieux dans le parti suédois, conflit qui a l'air maintenant de se tasser ; une situation difficile dans le parti italien qui n'a pas encore surmonté une crise terrible ; en Bulgarie une faute lourde en été et ensuite l'insurrection armée qui, pour la première fois, a placé notre parti sous les feux croisés de l'ennemi et qui, pour la première fois, y a créé un véritable Parti communiste ; un très important mouvement en Pologne qui nous a montré qu'en Pologne nous nous acheminons vers une nouvelle étape.

La question allemande

Mais tout cela, camarades, est bien entendu, largement dominé par la question allemande. Lors de notre consultation d'automne nous avons constaté une crise politique sérieuse en Allemagne. Notre opposition a beaucoup raillé que nous n'avons pas été très loquaces à ce sujet. Ceci était pour eux une preuve du fait que notre Parti, voyez-vous, se compose de « muets du sérail », que toute vie a disparu dans notre Parti, etc... Je pense qu'ils connaissent mal l'essence intime d'un parti bolcheviste s'ils expliquent ainsi cette affaire, s'ils l'apprécient de cette manière. Je ne prétends pas que tout était pour le mieux dans le Parti, mais si à la conférence d'automne, en face des événements extrêmement graves, nous nous sommes montrés unanimes comme un seul homme, je puis vous assurer, camarades de « l'opposition », ce n'est pas parce que nous avons des « muets du sérail », mais cela résultait de l'essence même de notre parti bolchevik. Le Parti se rendait compte qu'il arrivait à un tournant que personne ne pouvait objectivement juger autrement que révolutionnaire, avec beaucoup de chance de succès. Le Parti comprenait qu'il ne s'agissait pas alors d'agiter l'air par des discours et de soulever une grande discussion, mais de tirer des conclusions pratiques qui découlaient des circonstances. Il me semble que c'est cela qui explique l'état d'esprit d'alors. Tous sans distinction, après l'examen de la situation, nous concluons que la révolution en Allemagne était une question de semaines. Tous les renseignements concordent sur ce point. Les avis les plus pessimistes différaient des plus optimistes en cela seulement que les premiers attendaient la révolution pour deux, trois, quatre semaines plus tard.

La crise pré-révolutionnaire avant Chemnitz

Voilà le plus grand désaccord qui existait à l'époque, les uns disaient : question de jours, d'autres disaient : deux, trois, quatre semaines de plus nous donneront une majorité encore plus stable dans les masses ouvrières et nous trapperons alors à coup sûr. Telle était la situation — la formidable grève d'août, la formidable hésitation dans les rangs de l'adversaire, dans les rangs de la social-démocratie allemande. Le Parti communiste fut soulevé sur la crête d'une vague révolutionnaire telle qu'on n'en avait encore jamais vu en Allemagne. La petite bourgeoisie venait à lui. Les paysans hésitaient, la chute du mark se précipitait. La bourgeoisie s'affolait, les centuries rouges se multipliaient : les comités d'usine s'affermisssaient, en un mot nous avions le tableau typique d'une véritable crise pré-révolutionnaire. Voilà pourquoi une seule question se posait : qu'est-ce que représente le parti bolchevik après deux ans de « Nep », comment réagira-t-il ? Se mettra-t-il à ratiociner, à discuter, laissera-t-il prévaloir l'avis de sages augures qui à ce moment diront : « On ne peut pas se risquer », ou bien le Parti bolchevik apparaîtra-t-il à son poste, comme le plus vaillant parti de l'I. C., et prendra-t-il sur lui toute la charge de sa responsabilité ?

Je sais que lorsqu'il fut devenu clair que la révolution ne venait pas encore, une grande déception s'était manifestée chez nous : ne nous avez-vous pas « promis » la révolution ? eh bien, où est-elle, votre révolution ? Cet état d'esprit fut fréquent dans les masses ouvrières, et les raisons en sont parfaitement compréhensibles. Mais j'estime, camarades, qu'aussi bien le C. C. que l'I. C. doivent vous dire que, si les mêmes événements se reproduisaient, nous serions obligés dans les mêmes circonstances d'agir de la même façon. Nous avons commis une erreur dans l'estimation du « tempo », comme en ont souvent commis les marxistes en commençant par Marx lui-même. Quoi d'étonnant si nous aussi, élèves de Marx, nous nous sommes trompés dans cette question du « tempo », tout comme les partis allemand, français, polonais, tchéco-slovaque, etc., qui participaient avec nous à l'élaboration de la décision.

Mais nous ne nous trompons pas sur le fond, comme ne se trompait pas le bolchevisme lorsqu'après la défaite de l'insurrection de décembre 1905 il a dit, contrairement au menchevisme : la deuxième révolution viendra. Et elle est venue. En ce qui concerne la question de délais, Lénine, alors, se trompait. Il a « fixé » d'abord le terme de l'insurrection pour le printemps 1906, et il fallait ensuite le reporter jusqu'à la fin de l'été. « Une fois les travaux des champs terminés, disait Vladimir Illitch, le moujik sera plus libre. » Mais l'insurrection n'éclata pas à la fin de cet été-là, et il a fallu l'attendre de longues années. Les mencheviks raillaient, naturellement, la « prophétie » manquée. Si les marxistes et Marx lui-même ont commis maintes erreurs dans cette question du « tempo », c'est parce qu'il ne peut pas exister d'instrument permettant de résoudre avec certitude un problème de ce genre. Mais le bolchevisme ne se trompait pas dans l'estimation fondamentale des forces sociales en présence et en proclamant la nécessité de la deuxième révolution. L'I. C. ne se trompe pas non plus : la deuxième

révolution en Allemagne est inévitable, et son heure n'est pas tellement éloignée.

La crise dans le Parti allemand

Vous comprendrez, camarades, sans explications supplémentaires qu'après l'échec, après la retraite sans combat, une crise plus ou moins grave devait fatalement secouer le Parti, qu'une révision plus ou moins radicale des méthodes devait fatalement avoir lieu. C'est dans de tels moments que se reconnaissent de vrais révolutionnaires. Ceux qui ne se trouvent dans le Parti que par hasard s'affolent, se carapotent dans l'extrême gauche ou l'extrême droite, dénigrent le Parti, et alors commencent des pleurs, des gémissements et des jérémiades. Le vrai noyau du Parti se trempe justement dans de pareilles crises. Le parti allemand est divisé, actuellement, dans ce sens par de profondes divergences, et le Comité Exécutif de l'I. C., et avec lui le C. C. de notre Parti, sont obligés de procéder à l'examen de ces dissentiments.

Il n'est impossible, camarades, d'entrer ici dans tous les détails — c'est d'ailleurs inutile. Je dois me borner à vous indiquer les traits fondamentaux de ce désaccord, d'autant plus que, lui aussi, est en rapport très étroit avec nos dissensions intérieures et reflète très exactement les discussions avec notre « opposition ».

Je ne sais pas, camarades, comment les choses se sont passées chez vous, en province ; mais à Moscou, les questions de la révolution allemande, de l'I. C. et de sa direction ont joué un rôle très important dans ces discussions. Les camarades de « l'opposition », à chaque réunion, en plus des mille et un griefs dont ils accablaient le C. C., reprochaient par-dessus le marché au Comité Exécutif de l'I. C. d'avoir causé la perte » du Parti allemand, du C. C. allemand. A ce point de vue, le camarade Radek a manifesté un zèle tout particulier.

Je dois reconnaître, camarades, que la responsabilité de nos opinions, surtout en ce qui concerne la révolution allemande, retombe entièrement sur le C. C. du Parti communiste russe et, en premier lieu, sur son Bureau politique. Cette question touchait la Russie de trop près. Ne serait-ce que pour cette seule raison, les représentants de notre Parti à l'I. C. étaient obligés de faire examiner chaque question par le Bureau politique et, ensuite, par la force des choses, par le Parti lui-même. Tant que le camarade Lénine travaillait directement, les choses se passaient de telle sorte que nous, militants directs de l'I. C., nous fixions la ligne et nous consultations personnellement le camarade Lénine. Cela suffisait, et tout le C. C. estimait que l'affaire était sur la bonne voie. Quand cela est devenu impossible, nous fûmes obligés de convenir que, dans ce domaine aussi, il fallait remplacer la direction d'Ilitch par une direction collective. Voilà pourquoi les représentants du C. C. dans l'I. C. étaient obligés de faire examiner la question de la révolution allemande dans tous ses détails par le Bureau politique. La plupart de nos décisions furent prises à l'unanimité et, par conséquent, c'est collectivement que nous en encourons la responsabilité. Bien entendu, cela ne signifie pas que la mienne propre ne soit pas très grande. Il est clair qu'une grande responsabilité pèse sur moi, pour des raisons que vous comprenez sans peine.

En quoi consistaient nos désaccords ? On a répandu, dans le Parti, certains bruits complètement faux, que je dois démentir. On s'étend par-

fois longuement sur ce que le C. E. de l'I. C. aurait fixé la date de l'insurrection et l'aurait imposée au parti allemand. Cela est faux, et j'affirme catégoriquement que le parti allemand a été laissé libre d'en décider à son gré. Tel était notre point de vue.

La question du gouvernement saxon

La deuxième question qu'il importe beaucoup de vous éclaircir tout de suite — car elle nous mène directement au fond même des désaccords dans le parti communiste allemand — c'est la question du gouvernement saxon. Quelle était la situation générale en Saxe ? Il y avait, en Saxe, une majorité de social-démocrates et de communistes contre la bourgeoisie, une majorité parlementaire de quelques voix — six, je crois. La droite du Parti communiste allemand tenta, à plusieurs reprises, de conclure un accord avec les social-démocrates et de former un gouvernement légal sur la base parlementaire. Le C. E. de l'I. C. s'y était toujours opposé. Mais, lorsque nous avons jugé que la crise n'était plus qu'une question de quelques semaines, nous avons dit : « Maintenant, l'heure est venue d'entrer, sous certaines conditions, dans le gouvernement, afin de nous faire de la Saxe une base d'opérations, afin de nous procurer un terrain de manœuvres pour se déployer et organiser la lutte pour le pouvoir.

Le général Miller venait d'être nommé commissaire. Je me souviens de l'épisode de Cronstadt, en 1917, lorsque le gouvernement provisoire a nommé en qualité de commissaire le cadet Pépélaïew, alors que le pouvoir effectif était entre les mains du Soviet de Cronstadt, qui se souciait de Pépélaïew comme de l'an quarante et en faisait des gorges chaudes pour, finalement, l'heure venue, l'arrêter. Il nous a semblé qu'un moment analogue approchait pour nos camarades de Saxe : ils entrèrent dans le gouvernement, ignoreront le général Miller, mobiliseront des ouvriers pour se joindre ensuite aux ouvriers révolutionnaires du reste de l'Allemagne. Bref, nous envisagions l'entrée dans le gouvernement saxon comme une manœuvre pour, après s'être emparé d'un pouce de terrain, se déployer plus largement. Nous estimions, alors, qu'au point de vue pratique notre entrée dans le gouvernement de Dresde devait avoir pour condition que le groupe du gouvernement Zeigner soit effectivement prêt à lutter contre la Bavière blanche, contre les fascistes, qu'il obtienne l'armement immédiat de 50.000 à 60.000 ouvriers allemands pour pouvoir ignorer le général Miller. De même en Thuringe. Vous avez là une idée de notre manière d'envisager la question de cette participation au gouvernement saxon.

En aucun cas nous n'envisagions cette affaire comme une combinaison parlementaire, mais, je le répète, comme une manœuvre ayant pour but l'occupation d'une position déterminée.

Nos camarades allemands, dans leur examen de la situation, considéraient la combinaison comme réalisable.

Maintenant, vous le savez, on fait des tentatives rétrospectives pour réviser après coup toute notre politique. L'I. C., dit-on, s'est mise à la besogne trop tard, il fallait commencer la préparation trois, quatre mois plus tôt. Vous connaissez la brochure du camarade Trotsky : *Le nouveau cours*, qu'il a brandie sur la conférence une demi-heure avant son ouverture et que pour cette raison certains peut-être n'ont pas encore lue. Dans cette brochure le camarade Trotsky traite aussi

de la question allemande. Il dit ouvertement que c'était là justement notre erreur, que « si le Parti communiste avait franchement changé le « tempo » de son travail, en utilisant pleinement et en entier les cinq à six mois offerts par l'histoire pour sa préparation politique, technique et d'organisation, le dénouement des événements aurait pu être autre que celui que nous avons observé en novembre ». En général, une telle manière de poser la question est stérile. Il va de soi que si nous avons commencé nos préparatifs cinq mois avant, nous aurions été, toutes choses égales d'ailleurs, mieux préparés. La philosophie de « si » et de « mais » est une philosophie facile.

Néanmoins, il n'est pas sans intérêt de s'arrêter à la question de savoir quel était l'état d'esprit de l'I. C. justement, cinq, six mois auparavant. En juillet commence en Allemagne un revirement évident. Au mois de juillet, le C. C. du P. C. A. ayant senti la nouvelle vague, lance un appel révolutionnaire contre les fascistes. Le C. C. déclarait ouvertement, au nom du Parti, que pour chaque ouvrier tué nous abattons dix fascistes. Quiconque connaît l'histoire du P. C. A. a compris que c'était le commencement d'un chapitre tout à fait nouveau. Le mouvement s'étendait de plus en plus. L'influence du Parti grandissait de jour en jour. C'est alors qu'il a décidé d'organiser la célèbre journée antifasciste que vous connaissez. C'était un événement d'une très grande importance. Les ouvriers social-démocrates étaient avec nous, et tout le monde voyait dans le Parti communiste allemand le bélier destiné à frapper le fascisme au cœur, avant que ce dernier ne s'affermisse complètement. C'est à ce moment que surgit le premier désaccord à l'intérieur du C. E. de l'I. C. Nous étions absents avec le camarade Boukharine et remplacés ici par le camarade Radek. A la réception de l'appel dont j'ai parlé tout à l'heure, nous envoyâmes, Boukharine et moi, en notre qualité de membres du C. E. de l'I. C., une dépêche au P. C. A., dans laquelle nous disions notre admiration pour cet appel magnifique et affirmions notre volonté inébranlable de le soutenir dans la lutte et dans les préparatifs antifascistes. Sur ce, le camarade Radek a engagé contre nous une polémique effrénée. Il nous a télégraphié le 12 juin (j'ai encore le télégramme entre mes mains) que notre politique signifierait que l'I. C. pousse le Parti à l'écrasement de juillet, que nous nous trouvons sous l'influence des événements de Bulgarie et d'Italie et que nous forçons à la légère les événements en Allemagne.

(A suivre.)

G. ZINOVIEV.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.